

Bureau de la présidente

Courriel : acces.information@ctq.gouv.qc.ca

PAR COURRIEL

Montréal, le 28 mars 2017

N/Réf. : 04-03-01/17-03-01

**Objet : Demande d'accès en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels<sup>1</sup>**

Madame,

Par la présente, nous donnons suite à votre demande d'accès à l'information reçue le 1<sup>er</sup> mars 2017 et pour laquelle nous avons requis une prolongation de délai.

Conformément aux articles 9 et 53 de la Loi, nous vous transmettons les documents détenus concernant la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada.

Nous vous prions de recevoir, Madame, nos salutations distinguées.

La substitut à la responsable de  
l'accès aux documents et de la  
protection des renseignements  
personnels,

MJP/jd

Marie-Josée Persico, avocate

p. j. Demande de révision

---

<sup>1</sup> RLRQ, c. A-2.1

## **Demande de révision auprès de la Commission d'accès à l'information**

### **Pouvoir**

L'article 135 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels prévoit qu'une personne peut, lorsque sa demande écrite a été refusée, en tout ou en partie, par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels ou dans le cas où le délai prévu est expiré, demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision.

La demande de révision doit être faite par écrit ; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

<b>QUÉBEC</b> Commission d'accès à l'information Bureau 1.10 575, rue Saint-Amable Québec (Québec) G1R 2G4  Tél. 418 528-7741 Sans frais : 1 888 528-7741 Télééc. : 418 529-3102	<b>MONTRÉAL</b> Commission d'accès à l'information Bureau 18.200 500, boul. René-Lévesque Ouest Montréal (Québec) H2Z 1W7  Tél. : 514 873-4196 Sans frais : 1 888 528-7741 Télééc. : 514 844-6170
--	---

### **Motifs**

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

### **Délais**

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La loi prévoit explicitement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (art. 135).

**9.** Toute personne qui en fait la demande a droit d'accès aux documents d'un organisme public.

Ce droit ne s'étend pas aux notes personnelles inscrites sur un document, ni aux esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature.

**53. Renseignements confidentiels.** Les renseignements personnels sont confidentiels sauf dans les cas suivants :

1° la personne concernée par ces renseignements consent à leur divulgation; si cette personne est mineure, le consentement peut également être donné par le titulaire de l'autorité parentale;

2° ils portent sur un renseignement obtenu par un organisme public dans l'exercice d'une fonction juridictionnelle; ils demeurent cependant confidentiels si l'organisme les a obtenus alors qu'il siégeait à huis-clos ou s'ils sont visés par une ordonnance de non-divulgation, de non-publication ou de non-diffusion.